

BRUXELLES-CAPITALE

ASSEMBLEE REUNIE  
DE LA COMMISSION  
COMMUNAUTAIRE  
COMMUNE

SESSION ORDINAIRE 2005-2006

9 NOVEMBRE 2005

## PROPOSITION DE RESOLUTION

**relative à la participation de  
la Commission communautaire commune  
à la Journée nationale et mondiale  
de lutte contre l'homophobie, le 17 mai**

(déposée par M. Rachid MADRANE (F) et  
Mme Julie FISZMAN (F))

## Développements

## a. Situation en Belgique et dans le monde

Selon une opinion largement répandue, l'homosexualité serait plus libre que jamais : omniprésente, dans la rue, dans la presse, à la télévision, au cinéma. Elle serait même tout à fait acceptée, ce dont témoignent, dans plusieurs pays, les récentes avancées législatives sur la reconnaissance des couples de même sexe.

Pourtant, la réalité semble différente. Le XX<sup>e</sup> siècle a, sans aucun doute, été une des périodes les plus homophobes de l'histoire : déportation dans les camps de concentration sous le régime nazi, goulag en Union soviétique, chantages et persécutions aux Etats-Unis à l'époque de Mc Carthy...

BRUSSEL-HOOFDSTAD

VERENIGDE VERGADERING  
VAN DE  
GEMEENSCHAPPELIJKE  
GEMEENSCHAPS-COMMISSIE

GEWONE ZITTING 2005-2006

9 NOVEMBER 2005

## VOORSTEL VAN RESOLUTIE

**betreffende de deelname van de  
Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie  
aan de Nationale en Werelddag  
tegen Homofobie op 17 mei**

(ingediend door de heer Rachid MADRANE (F) en  
mevrouw Julie FISZMAN (F))

## Toelichting

## a. Situatie in België en in de wereld

Volgens een ruim verspreide opinie, zouden de homo's zich vrijer kunnen uiten dan ooit. Homoseksualiteit is alomtegenwoordig op straat, in de pers, op televisie en in de film. Homoseksualiteit zou zelfs volkomen aanvaard zijn, wat in vele landen blijkt uit de recente wijzigingen in de wetgeving in verband met de erkenning van paren van het zelfde geslacht.

Nochtans lijkt de realiteit anders. De twintigste eeuw was voor de homo's ongetwijfeld een van zwartste bladzijden uit de geschiedenis. Onder het nazi-regime, werden ze gedeporteerd naar concentratiekampen; in de Sovjet-Unie, naar de goelags en ten tijde van het McCarthisme werden ze in de Verenigde Staten vervolgd en gehanteerd ...

L'homosexualité est largement discriminée de par le monde. Dans quatre-vingts Etats au moins, les actes homosexuels sont condamnés soit par la loi en tant qu'actes criminels soit font l'objet de persécutions. Actuellement, les conditions d'existence des lesbiennes et des gays, dans le monde, restent très défavorables : les actes homosexuels sont condamnés par la loi (Algérie, Sénégal, Cameroun, Ethiopie, Liban, Jordanie, Arménie, Koweït, Porto Rico, Nicaragua, Bosnie...). Dans plusieurs pays, cette condamnation peut aller au-delà d'une peine de 10 ans (Nigéria, Libye, Syrie, Inde, Malaisie, Jamaïque...). Parfois même, la loi prévoit une détention à perpétuité (Guyane, Ouganda), et dans une dizaine de nations, la peine de mort peut être effectivement appliquée (Afghanistan, Iran, Arabie Saoudite...).

Récemment, plusieurs présidents en Afrique ont brutalement réaffirmé leur volonté de lutter personnellement contre l'homosexualité, considérée comme un fléau « anti-africain ».

Pour certains pays, où l'homosexualité ne relève pas du code pénal, les persécutions se multiplient. A titre illustratif, au Brésil, les Escadrons de la mort et les skinheads sèment la terreur : 1960 meurtres homophobes ont été recensés officiellement entre 1980 et 2000.

Selon les espaces géographiques ou selon les conditions sociales, l'homophobie prend des formes très diverses :

- Dans de nombreux pays du Sud, la problématique réside dans le mariage hétérosexuel forcé;
- Dans de nombreux pays du Nord, c'est l'interdiction du mariage homosexuel qui est au cœur des débats;
- Dans certains milieux, les hommes sont exclus ou lynchés sur la place publique, tandis que les femmes sont enfermées ou punies dans le silence des gynécées;
- Dans certains cas, l'homophobie s'exerce au nom de Dieu et dans d'autres cas au nom de la Science;
- Parfois, l'homosexualité est condamnée mais les transgenres sont tolérés, parfois l'inverse;
- Selon le cas, la bisexualité est regardée comme un moindre mal ou comme le comble du vice.

En Belgique enfin, l'homophobie revêt une forme plus sournoise puisqu'elle est un facteur hautement multiplicateur des pulsions suicidaires : selon l'étude réalisée par le professeur John Vincke de l'Université de Gand en 1998, une jeune fille lesbienne ou bisexuelle sur quatre a tenté de se suicider au moins une fois alors que 12,4 % des garçons homosexuels affirment être passés eux aussi à l'acte de désespoir (chez les hétérosexuels en revanche, ils sont res-

Homo's worden in de wereld fel gediscrimineerd. In ten minste tachtig staten, wordt omgang tussen homo's veroordeeld als strafbaar feit of worden homo's daarom vervolgd. Nu nog blijven de leefomstandigheden van homo's en lesbiennes in de wereld zeer ongunstig want omgang tussen homo's wordt bij wet veroordeeld (in Algerije, Senegal, Kameroen, Ethiopië, Libanon, Jordanië, Armenië, Koeweit, Puerto Rico, Nicaragua, Bosnië, ...). In vele landen, staat daarop een straf van soms meer dan 10 jaar (Nigeria, Libië, Syrië, India, Maleisië, Jamaica, ...). Soms zelfs, wordt levenslange gevangenschap bij wet opgelegd (Guyana, Oeganda) en in een tiental staten, kan de doodstraf effectief worden uitgevoerd (Afghanistan, Iran, Saoedi Arabië ...).

Onlangs, hebben verschillende Afrikaanse presidenten nogmaals brutaal bevestigd dat zij persoonlijk ten strijde willen trekken tegen homoseksualiteit, die als een « anti-Afrikaanse » plaag wordt beschouwd.

In sommige landen, waar homoseksualiteit niet wordt betuigd door de strafwet, rijzen de vervolgingen de pan uit. In Brazilië, zaaien doodseskaders en skinheads terreur. Tussen 1980 en 2000, zijn er, volgens officiële cijfers 1960 homo's omgebracht.

Naar gelang van de plaats en de sociale omstandigheden, neemt homofobie zeer verschillende vormen aan :

- in vele landen van het zuidelijk halfrond, bestaat het probleem erin dat homo's en lesbiennes gedwongen worden met iemand van het andere geslacht in het huwelijk te treden;
- in vele landen van het noordelijk halfrond, is het verbod van het homohuwelijk talk of the town;
- in bepaalde kringen, worden mannen uitgesloten of in het openbaar mishandeld terwijl vrouwen worden opgesloten of gestraft in de stilte van de vrouwenvertrekken;
- in bepaalde gevallen, beroept men zich voor homofobie op God; in andere gevallen, op de wetenschap;
- soms, wordt homoseksualiteit veroordeeld maar worden transgenders geduld, of vice versa,
- naar gelang van het geval, wordt bisexualiteit als een klein kwaad beschouwd of als de ergste ondeugd.

In België, ten slotte, neemt homofobie een verdoken vorm aan omdat ze vaak tot zelfmoord aanzet. Volgens een studie van professor John Vincke van de Universiteit Gent uit 1998, heeft één op vier lesbische of bisexuele jonge vrouwen ten minste eenmaal getracht zich het leven te benemen, terwijl 12,4 % van de homoseksuele jongens ook beweert een zelfmoordpoging te hebben ondernomen (bij de hetero's daarentegen gaat het om respectievelijk 5,4 % en 5,9 % zelf-

pectivement 5,4 % et 5,9 % à avoir été dans le cas). D'après l'étude réalisée en Communauté française par la FAGL et Magenta asbl en 2004, le suicide est la 2e cause de mortalité des garçons de 15 à 24 ans (après les accidents) et la 3e pour les filles. L'idée suicidaire hante de 20 à 30 % des jeunes des deux sexes et l'homosexualité réelle ou supposée est en deuxième place dans les motifs qui poussent à l'acte. On peut compléter ces observations par les affirmations du Québécois Michel Dorais, qui déclarait en 2001 dans son livre de référence « Mort ou vif », que les adolescents gays et les jeunes lesbiennes se suicident 6 à 10 fois plus que les jeunes se sentant hétérosexuels.

#### **b. La lutte contre l'homophobie s'inscrit dans la lutte contre toutes les discriminations**

S'il importe d'envisager la discrimination comme un phénomène général, il est nécessaire de la combattre aussi sous ses formes spécifiques et l'homophobie est une de ces formes. Faute de quoi, le discours et l'action demeurent dans l'abstraction et dans l'indifférenciation.

A titre illustratif, la Journée Internationale de la Femme permet de mettre l'accent de manière spécifique sur l'inégalité entre les sexes. De même, la Journée nationale de lutte contre l'homophobie permettra de mettre l'accent sur l'inégalité entre les orientations sexuelles.

La lutte contre l'homophobie débouche aussi sur l'affirmation des droits humains en général. Les associations lesbiennes, gays, bi et transgenres (LGBT) s'engagent souvent bien au-delà des problématiques sexuelles et elles se trouvent de cette manière à l'unisson de nombreux autres mouvements sociaux dont elles sont bien entendu solidaires. Dans ces conditions, la Journée Nationale de Lutte contre l'Homophobie favorisera le rapprochement entre les associations lesbiennes, gays, bi et transgenres (LGBT) et les associations de défense des droits de l'homme.

Enfin, l'évolution est relativement « récente » dans la mesure où c'est seulement le 17 mai 1990 que l'Assemblée générale de l'Organisation mondiale de la santé supprimait l'homosexualité de la liste des maladies mentales. L'OMS entendait ainsi mettre fin à plus d'un siècle d'homophobie médicale.

#### **c. Inscription de la Commission communautaire commune dans la Journée nationale de lutte contre l'homophobie**

En octobre dernier, un appel demandant l'instauration au niveau mondial d'une Journée de lutte contre l'homophobie a été lancé à Paris, dans les colonnes du journal Le Monde, à l'initiative d'intellectuels français. Cet appel prônait l'organisation d'actions et de réflexions pour lutter contre toutes les formes de violences physiques, morales ou symboliques liées à l'orientation sexuelle.

moordpogingen). Volgens de studie die FAGL en de vzw Magenta in de Franse Gemeenschap hebben uitgevoerd in 2004, is zelfmoord de tweede doodsoorzaak bij jongens van 15 tot 24 jaar (na ongevallen) en de derde bij de meisjes. Zelfmoord spookt in de hoofden van 20 tot 30 % van de jongeren van beide geslachten en echte of vermeende homoseksualiteit prijkt op de tweede plaats van de redenen die tot de daad aanzetten. Men kan die opmerkingen aanvullen met de beweringen van Michel Dorais uit Québec. Hij verklaarde in 2001 in zijn boek « Mort ou vif » dat de jonge homo's en lesbiennes zes- tot tienmaal meer zelfmoord plegen dan de jonge hetero's.

#### **b. De strijd tegen homofobie wordt ingebed in de strijd tegen alle vormen van discriminatie**

Discriminatie moet als een algemeen verschijnsel worden beschouwd en moet ook in alle specifieke vormen bestreden worden; homofobie is een van die vormen. Anders blijft het bij loze woorden en komt er van daden niets in huis.

De Internationale Vrouwendag, bijvoorbeeld, maakt het mogelijk om specifiek de nadruk te leggen op de ongelijkheid van de geslachten. Zo ook, zal de Nationale Dag tegen Homofobie de gelegenheid geven om de nadruk te leggen op de ongelijkheid naar gelang van de seksuele geaardheid.

De strijd tegen de homofobie leidt ook tot de bevestiging van de mensenrechten in het algemeen. De verenigingen van lesbiennes, homo's, biseksuelen en transgenders (LHBT's) houden zich vaak met meer bezig dan de seksuele problemen en scharen zich vaak aan de zijde van vele andere sociale bewegingen waarmee ze vaak solidair zijn. Daarom zal de Nationale Dag tegen Homofobie de toenadering tussen de LHBT-verenigingen en de mensenrechtenverenigingen in de hand werken.

Ten slotte zij erop gewezen dat er maar onlangs schot in de zaak is gekomen doordat de Algemene Vergadering van de Wereldgezondheidsorganisatie pas op 17 mei 1990 homoseksualiteit heeft afgevoerd van de lijst van geestesziekten. De WGO wou daarmee een einde maken aan meer dan een eeuw homofobie vanwege de medische wereld.

#### **c. Medewerking van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie aan de Nationale Dag tegen Homofobie**

In oktober 2005, is in Parijs een oproep gedaan om wereldwijd een dag tegen homofobie te organiseren. Daartoe hebben Franse intellectuelen het initiatief genomen in de krant Le Monde. Er is opgeroepen om acties en overleg te organiseren om de strijd aan te binden tegen alle vormen van lichamelijke, moreel of symbolisch geweld wegens seksuele geaardheid.

Des arguments qui ont su convaincre le président de la Ligue des droits de l'homme, Dan Van Raemdonck, et qui l'ont amené à les relayer sur notre territoire.

La Belgique serait ainsi le deuxième pays au monde après le Canada à adopter une telle journée.

Cette journée nationale est davantage qu'un acte symbolique. Elle a pour but d'articuler action et réflexion afin de lutter contre toutes les violences physiques, morales ou symboliques liées à l'orientation sexuelle ou à l'identité de genre.

La Journée nationale de lutte contre l'Homophobie entend susciter, soutenir et coordonner toutes les initiatives contribuant à l'égalité entre les citoyens en la matière, de jure, mais aussi de facto, et cela sur tout le territoire belge.

L'instauration officielle d'une Journée nationale de Lutte contre l'Homophobie permettra ainsi d'inscrire les luttes des lesbiennes, des gays, des bi et des transgenres dans une démarche de solidarité avec toutes les personnes lesbiennes, gays bi et transgenres (LGBT) du monde entier.

Elle permettra d'inscrire ces luttes dans une démarche plus globale de défense des droits de l'homme.

En prélude à l'instauration d'une Journée mondiale de Lutte contre l'Homophobie, et à l'instar de ce qui existe déjà au Canada, la résolution invite le Collège de la Commission communautaire commune à œuvrer auprès du gouvernement fédéral afin d'instaurer une Journée nationale de Lutte contre l'Homophobie le 17 mai de chaque année.

La résolution vise aussi à renforcer les expériences engagées, à donner plus de visibilité aux initiatives futures et elle en appelle aux instances internationales afin qu'elles inscrivent cette Journée dans l'agenda officiel des Nations Unies, à l'instar de la Journée mondiale des femmes ou de la Journée mondiale de lutte contre le sida.

Rachid MADRANE (F)  
Julie FISZMAN (F)

Die argumenten hebben Dan Van Raemdonck, de voorzitter van de Liga voor de Rechten van de Mens, ervan kunnen overtuigen om er bij ons ruchtbaarheid aan te geven.

België zou aldus het tweede land ter wereld zijn, na Canada, dat zo'n dag organiseert.

Die dag is meer dan een symbolisch initiatief. Het is de bedoeling om acties te voeren en overleg te plegen om de strijd aan te binden tegen alle vormen van lichamelijk, moreel of symbolisch geweld wegens seksuele geaardheid of genderidentiteit.

Het is de bedoeling om met de Nationale Dag tegen Homofobie alle initiatieven die terzake genomen worden en bijdragen tot de gelijkheid van de burgers de jure maar ook de facto, te steunen en te coördineren in het hele land.

Door de invoering van een Nationale Dag tegen Homofobie kan aldus de strijd van lesbiennes, homo's, biseksuelen en transgenders worden gevoerd in het kader van de solidariteit met alle lesbiennes, homo's, biseksuelen en transgenders (LHBT's) uit heel de wereld.

Daardoor kan die strijd worden ingebed in de ruimere sfeer van de verdediging van de mensenrechten.

Vooraleer een Werelddag tegen Homofobie wordt ingevoerd en naar het voorbeeld van wat reeds in Canada bestaat, vraagt de resolutie het College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie om de federale regering ertoe aan te sporen om elk jaar op 17 mei een Nationale Dag tegen Homofobie te houden.

De resolutie wil ook dat de begane paden verder worden bewandeld en dat toekomstige initiatieven meer in de kijker worden geplaatst. De resolutie doet een oproep tot de internationale instanties om die dag in te schrijven op de officiële agenda van de Verenigde Naties zoals de Wereldvrouwendag of de Werelddag tegen AIDS.

## PROPOSITION DE RESOLUTION

### relative à la participation de la Commission communautaire commune à la Journée nationale et mondiale de lutte contre l'homophobie, le 17 mai

L'Assemblée réunie de la Commission communautaire commune,

Compte tenu des discriminations et des persécutions dont font l'objet les lesbiennes, les gays, les bi et les transgenres (LGBT) de par le monde;

Compte tenu que la lutte contre l'homophobie débouche sur l'affirmation des droits humains au même titre que la Journée internationale de la femme ou la Journée mondiale de lutte contre le sida;

Compte tenu qu'une Journée nationale de Lutte contre l'Homophobie favorisera le rapprochement entre les associations LGBT et les associations des droits humains;

Compte tenu qu'une Journée nationale de Lutte contre l'Homophobie favorisera la reconnaissance nationale et internationale qui est pour le gouvernement un levier lui permettant de contribuer à la lutte contre toutes les violences physiques, morales ou symboliques liées à l'orientation sexuelle ou à l'identité de genre;

Compte tenu de l'appel mondial lancé sous forme de pétition par l'ILGA (International Lesbian and Gay Association) relayant l'idée originale de Louis-Georges Tin, chercheur à l'Université de Manchester et Directeur du dictionnaire de l'homophobie;

Compte tenu que c'est le 17 mai 1990 que l'Assemblée générale de l'Organisation Mondiale de la Santé supprimait l'homosexualité de la liste des maladies mentales;

Et compte tenu de la relative méconnaissance concernant la discrimination sur la base de l'orientation sexuelle au sein de la société;

Demande au Collège réuni de la Commission communautaire commune :

- d'instaurer une Journée de lutte contre l'homophobie le 17 mai de chaque année;
- de soutenir par tous les moyens utiles l'instauration de la Journée mondiale de Lutte contre l'Homophobie le 17 mai de chaque année;
- d'inscrire la Commission communautaire commune dans le cadre de la Journée mondiale de Lutte contre

## VOORSTEL VAN RESOLUTIE

### betreffende de deelname van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie aan de Nationale en Werelddag tegen Homofobie op 17 mei

De Verenigde Vergadering van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie,

Gezien de discriminatie en de vervolging van lesbiennes, homofielen, biseksuelen en transgenders (LHBT's) in heel de wereld;

Aangezien de strijd tegen homofobie resulteert in de bevestiging van de mensenrechten, net zoals de Internationale Vrouwendag of de Werelddag tegen AIDS;

Aangezien een Nationale Dag tegen Homofobie de toenadering tussen de LHBT-verenigingen en de mensenrechtenverenigingen in de hand zal werken;

Aangezien een Nationale Dag tegen Homofobie zal bijdragen tot de nationale en internationale erkenning, wat voor de regering de aanzet kan betekenen om bij te dragen tot de strijd tegen lichamelijk, moreel of symbolisch geweld wegens seksuele geaardheid of genderidentiteit;

Gezien de wereldwijde oproep, in de vorm van een petitie, van de ILGA (International Lesbian and Gay Association) die het originele idee heeft opgepikt van Louis-Georges Tin, vorser aan de universiteit van Manchester en directeur van het homofobiewoordenboek;

Ermee rekening houdend dat de Algemene Vergadering van de Wereldgezondheidsorganisatie op 17 mei 1990 homoseksualiteit van de lijst van de geestesziekten heeft afgevoerd;

En ermee rekening houdend dat er vrij weinig geweten is over discriminatie op basis van seksuele geaardheid binnen de samenleving;

Vraagt het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie :

- een Dag tegen Homofobie in te voeren, elk jaar op 17 mei;
- met alle middelen de invoering van een jaarlijkse Werelddag tegen Homofobie, op 17 mei, te steunen;
- de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie te betrekken bij de jaarlijkse Werelddag tegen Homofobie,

l'Homophobie le 17 mai de chaque année à laquelle participeront des représentants du monde académique et associatif belge ainsi que des spécialistes internationaux;

- de mettre en place une politique bicommunautaire transversale en matière de lutte contre toutes les formes de discrimination sur base de l'orientation sexuelle, en organisant des politiques de prévention et de sensibilisation spécifiques adressées notamment aux acteurs de la santé et de l'aide aux personnes;
- d'articuler cette politique régionale en utilisant le levier fédéral et juridique que représente le Centre pour l'égalité des chances tant en termes d'information, de sensibilisation que de recueil et de traitement des plaintes;
- d'œuvrer conjointement avec l'autorité fédérale auprès des instances internationales dont notamment l'Organisation des Nations Unies, le Haut Commissariat aux Droits de l'homme et la Commission européenne, afin qu'elles inscrivent cette Journée dans leur agenda officiel pour donner plus de visibilité aux initiatives futures et renforcer les expériences engagées en la matière.

L'Assemblée réunie de la Commission communautaire commune s'inscrira elle-même dans ce cadre par le suivi des présentes recommandations, notamment en suscitant un débat en son sein, à intervalles réguliers.

Rachid MADRANE (F)  
 Julie FISZMAN (F)  
 Marion LEMESRE (F)  
 Viviane TEITELBAUM (F)  
 Josy DUBIE (F)  
 Carla DEJONGHE (N)  
 Marie-Paule QUIX (N)  
 Brigitte DE PAUW (N)  
 Adelheid BYTTEBIER (N)

op 17 mei, waaraan afgevaardigden van de universiteiten en van het Belgische verenigingsleven en internationale specialisten zullen deelnemen;

- een transversaal bicommunautair beleid op te stellen voor de strijd tegen alle vormen van discriminatie op basis van seksuele geaardheid, door specifieke preventieve en sensibiliseringsmaatregelen te nemen, onder meer op het vlak van de gezondheid en de bijstand aan personen;
- in het kader van dat gewestelijk beleid, een beroep te doen op het Centrum voor Gelijke Kansen als federale juridische dienst met het oog op de voorlichting, de bewustmaking en het verzamelen en behandelen van de klachten,
- er samen met de federale overheid bij de internationale instanties, zoals de Verenigde Naties, het Hoog Commissariaat voor de Mensenrechten en de Europese Commissie op aan te dringen dat ze die dag opnemen in hun officiële agenda om de toekomstige initiatieven beter in de kijker te plaatsen en om de terzake gevoerde experimenten uit te breiden.

De Verenigde Vergadering van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie zal zelf zijn steentje bijdragen door die aanbevelingen op te volgen en door onder meer op gezette tijden een debat te organiseren.



